



## SOMMAIRE

### Commerce et sanctions

1. Le Département du Trésor américain publie ses propositions de lignes directrices sur la mise en œuvre du crédit à l'achat de véhicules électriques de l'IRA
2. L'administration américaine et la Commission européenne lancent formellement le Dialogue sur les incitations à l'énergie propre entre les États-Unis et l'Union européenne
3. Les ministres du commerce du G7 renouvellent leur engagement en faveur de la réforme de l'OMC, la lutte contre la coercition économique et le renforcement des contrôles à l'export
4. L'USTR publie son rapport annuel sur les barrières à l'accès aux marchés étrangers des biens et services américains

### Climat – énergie – environnement

5. Le Conseil de l'énergie États-Unis -Union européenne s'est réuni le 4 avril 2023
6. Le groupe de travail UE-US sur la sécurité énergétique entame une nouvelle année de travail
7. La Vice-Présidente des États-Unis en visite en Zambie, en Tanzanie et au Ghana, promeut les transitions énergétiques africaines et américaine

### Transport et infrastructure

8. L'administration Biden annonce de nouveaux engagements privés et publics pour le développement des véhicules électriques

### Industrie

9. Pékin annonce un examen de cybersécurité sur les importations de Micron Technology Inc., un fabricant américain de semi-conducteurs

### Santé

10. La Federal Trade Commission (FTC) a ordonné l'annulation du rachat de Grail par le géant du séquençage de l'ADN Illumina
11. Les hôpitaux américains seraient plus enclins à offrir des réductions aux patients qui paient en espèce

*Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).*

# Commerce et sanctions

## 1. Le Département du Trésor américain publie ses propositions de lignes directrices sur la mise en œuvre du crédit à l'achat de véhicules électriques de l'IRA

Le Département du Trésor américain a [publié](#) le 31 mars ses propositions de lignes directrices sur la mise en œuvre du crédit à l'achat de véhicules électriques de l'IRA, qui entreront en application à compter de leur publication au registre fédéral le 17 avril. Les exigences de contenu local sur les minéraux critiques et composants de batterie incorporés dans les véhicules éligibles au crédit d'impôt seront donc applicables aux véhicules mis en service à partir du 18 avril, leur application étant conditionnée par le texte de l'IRA à la publication de ces lignes directrices. Ces dernières apportent plusieurs précisions importantes sur les modalités de calcul de la valeur des minéraux et composants permettant de déterminer si ces éléments peuvent, s'agissant des minéraux, être considérés comme extraits ou raffinés aux États-Unis ou dans un pays bénéficiant d'un « accord de libre-échange » avec les États-Unis ou recyclés en Amérique du Nord, et, s'agissant des composants de batterie, fabriqués ou assemblés en Amérique du Nord. Elles précisent aussi les types d'éléments qui seront considérés comme des minéraux critiques plutôt que des composants de batterie.

Comme indiqué dans la note blanche publiée par le Département du Trésor en décembre 2022 [voir [Flash Accents du 6 janvier 2023](#)], ces lignes directrices proposent une définition large du terme « accord de libre-échange », permettant d'y inclure l'accord sur les minéraux critiques récemment conclu avec le Japon [voir [Flash Accents du 31 mars 2023](#)], et potentiellement un accord similaire en cours de négociation avec l'UE. En revanche, les lignes directrices ne comportent pas de clarifications, très attendues par les constructeurs automobiles, sur la mise en œuvre des dispositions relatives aux « entités étrangères préoccupantes » (*foreign entities of concern*), dont les composants de batterie (à partir de 2024) et les minéraux critiques (à partir de 2025) ne pourront plus être incorporés dans les véhicules éligibles au crédit d'impôt aux termes de la loi. D'autres lignes directrices seront publiées prochainement sur ce volet. Une période de consultation a été lancée par le Département du Trésor sur ces propositions, permettant aux parties prenantes de soumettre leurs commentaires jusqu'au 17 juin prochain.

## 2. L'administration américaine et la Commission européenne lancent formellement le Dialogue sur les incitations à l'énergie propre entre les États-Unis et l'Union européenne

En déplacement à Washington du 29 au 31 mars, la Vice-Présidente exécutive de la Commission européenne M. Vestager a rencontré la Secrétaire au Trésor américaine J. Yellen et la Secrétaire au Commerce américaine G. Raimondo. Selon un communiqué [publié](#) le 31 mars par le Département du Trésor américain à la suite de sa rencontre avec J. Yellen, les deux parties ont tenu la première réunion du Dialogue sur les incitations à l'énergie propre (« *Clean Energy Incentives Dialogue* ») annoncé par J. Biden et U. von der Leyen le 10 mars [voir [Flash Accents du 17 mars 2023](#)], qui devrait servir au partage d'informations sur les programmes d'incitations respectifs des États-Unis et de l'UE et à l'« analyse conjointe des pratiques distorsives de pays tiers ».

Durant son déplacement à Washington, M. Vestager a par ailleurs [indiqué](#) que les subventions mises en œuvre par les États-Unis dans le cadre de l'IRA pourraient devoir être « notifiées dans l'UE » en vertu du nouveau Règlement européen sur les subventions étrangères.

## 3. Les ministres du commerce du G7 renouvellent leur engagement en faveur de la réforme de l'OMC, la lutte contre la coercition économique et le renforcement des contrôles à l'export

À la suite d'une réunion virtuelle présidée par le Japon le 4 avril, les ministres du commerce du G7 ont [publié](#) une déclaration conjointe réaffirmant leur engagement en faveur de la réforme des trois fonctions de l'OMC et de l'établissement d'un système de règlement des différends fonctionnel d'ici 2024. La Représentante au Commerce (USTR) K. Tai, qui représentait les États-Unis à cette réunion, a indiqué lors d'une [intervention](#) à l'Université de Washington le lendemain, que l'administration Biden « ouvre la voie de la transformation de cette institution afin qu'elle promeuve mieux les valeurs partagées fondatrices telles que la concurrence loyale, la transparence, et le respect de l'État de droit, et relève les défis urgents comme la crise climatique ». Interrogée sur la position des États-Unis sur l'interprétation de l'exception de sécurité nationale, elle a aussi rappelé que les États-Unis étaient « profondément inconfortables » avec l'idée que l'OMC puisse juger

des « décisions souveraines » de ses membres en la matière.

La déclaration conjointe des ministres du commerce du G7 a également réaffirmé la préoccupation des sept pays à l'égard des pratiques distorsives, qui présentent selon eux un « problème systémique ». Les ministres se sont aussi engagés à poursuivre les efforts de renforcement de la transparence des programmes de soutien public, la lutte contre la coercition économique et la mise en œuvre de mesures de contrôle-export efficaces, qui tiennent compte des « développements technologiques rapides ».

#### 4. L'USTR publie son rapport annuel sur les barrières à l'accès aux marchés étrangers des biens et services américains

Le Bureau de la Représentante au Commerce américaine (USTR) a [publié](#) le 31 mars son rapport annuel sur les barrières commerciales des pays tiers, qui recense les obstacles rencontrés par les États-Unis dans leur accès aux marchés étrangers. Le rapport souligne notamment l'existence de barrières dans le secteur du numérique en Chine et dans l'Union européenne, ainsi que dans un certain nombre de pays participant actuellement aux négociations du Cadre économique pour l'Indopacifique (IPEF). Il relève également des obstacles à l'accès des produits agricoles américains dans des pays tels que la Chine, l'Inde et la Turquie, en raison de mesures sanitaires et phytosanitaires « non fondées sur la science » selon l'USTR. Les pratiques distorsives de la Chine, conférant un « avantage compétitif injuste » aux industries domestiques chinoises, sont comme chaque année soulignées.

#### Brèves

- Le troisième cycle de négociations du Cadre économique pour l'Indopacifique (IPEF) [se tiendra](#) à Singapour du 8 au 15 mai.
- Les États-Unis et le Mexique ont [annoncé](#) le 31 mars un accord sur la résolution des manquements aux droits des travailleurs observés dans l'usine automobile mexicaine Manufacturas VU. Il s'agit du troisième accord de ce type entre le Mexique et les États-Unis dans le cadre du Mécanisme de résolution rapide (MRR) de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA).
- La Représentante au Commerce (USTR) adjointe S. Bianchi a [rencontré](#) à Wellington le 5 avril son homologue néo-zélandais, avec lequel elle a évoqué la relation commerciale entre leurs deux pays, structurée par un accord-cadre sur le commerce et l'investissement (TIFA) et les discussions de l'IPEF.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 4 avril deux ressortissants libanais pour des faits de corruption « nuisant au processus démocratique libanais ».
- Au terme d'une action coordonnée avec le Département de la Justice américain et une douzaine de pays partenaires, le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 5 avril la plateforme Genesis Market, point de vente illicite de données et d'informations sensibles volées.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 5 avril l'ancien président de la Chambre des députés d'Haïti, G. Bodeau, pour ses activités de corruption dans le pays.

## Climat - Énergie - Environnement

#### 5. Le Conseil de l'énergie États-Unis - Union européenne s'est réuni le 4 avril 2023

Le 4 avril s'est [tenu](#) le 10<sup>e</sup> Conseil de l'énergie États-Unis – Union européenne, à Bruxelles. Ce Conseil est le principal forum de coordination transatlantique sur les questions énergétiques aux niveaux politique et technique.

Le Conseil retient que la coopération transatlantique dans le domaine de l'énergie continue de contribuer à la stabilité et à la transparence des marchés mondiaux de l'énergie en encourageant la diversification et la sécurité énergétiques, en soutenant les mesures d'efficacité énergétique, en développant des technologies de la

transition vers la neutralité climatique, et par le biais de la recherche, de l'innovation, de politiques alignées et d'une coopération commerciale.

Le Conseil a pris acte de l'intensification de la coopération, de la coordination et des échanges entre les deux parties dans le contexte de la guerre en Ukraine depuis sa précédente réunion le 7 février 2022. Il a reconnu le rôle essentiel du groupe de travail conjoint sur la sécurité énergétique, créé en mars 2022 par le Président Biden et la Présidente von der Leyen, dans le but d'éliminer rapidement la dépendance de l'UE à l'égard des combustibles fossiles russes.

Au cours de cette rencontre ont été examinées les menaces de la Russie sur la sécurité énergétique

mondiale, le renforcement de la sécurité énergétique en Ukraine et en Moldavie, la contribution d'une transition énergétique accélérée au renforcement de la sécurité énergétique, les politiques en matière d'énergie, de technologie et d'innovation, ainsi que les coopérations multilatérales.

Les États-Unis et l'UE font part de leur intention d'intensifier leur travail commun pour faire de l'efficacité énergétique une priorité mondiale.

## 6. Le groupe de travail UE-US sur la sécurité énergétique entame une nouvelle année de travail

Il y a un an, le Président Biden et la Présidente von der Leyen ont mis en place un groupe de travail UE-US sur la sécurité énergétique.

Ce groupe s'est [réuni](#) le 3 avril pour dresser un bilan des progrès dans la réalisation de ses objectifs visant à réduire la dépendance de l'UE à l'égard des énergies russes, notamment en diversifiant ses approvisionnements en gaz naturel, sans compromettre ses objectifs climatiques.

En 2022, les exportations américaines de gaz vers l'UE se sont élevées à 56 milliards de mètres cubes, contre 22 milliards en 2021. À la fin de l'année 2022, le gaz russe représentait 16 % des importations de gaz de l'UE, contre 37 % en mars 2022.

En 2023, le groupe de travail indique qu'il continuera de se concentrer sur les chocs des marchés de l'énergie et leurs prix élevés, résultant de la guerre en Ukraine. Le groupe de travail retient les priorités suivantes : 1) l'évaluation continue des marchés du GNL et la garantie de livraisons de GNL américain à l'Europe à hauteur de 50 milliards de m<sup>3</sup> en 2023, 2) la réduction des émissions de méthane, et 3) les économies d'énergie et les mesures d'efficacité énergétique.

Par ailleurs, en mai 2023, la plateforme énergétique de l'UE lancera ses premiers appels d'offres pour des achats agrégés de gaz naturel. Ces appels d'offres seront ouverts à tous les vendeurs de gaz non russes. Le groupe de travail indique avoir facilité l'engagement de l'industrie américaine du GNL sur cette plateforme afin d'attirer le GNL américain en Europe.

Enfin, les États-Unis et la Commission européenne préparent une série de sous-dialogues qui exploreront une coopération plus approfondie auprès des services publics et des consommateurs destinées à mettre en œuvre des solutions d'efficacité énergétique à court et à moyen terme, pour réduire la consommation d'électricité et de gaz.

## 7. La vice-présidente des États-Unis en visite en Zambie, en Tanzanie et au Ghana, promeut les transitions énergétiques africaines et américaine

Le 31 mars, la vice-présidente des États-Unis, Kamala Harris a [rencontré](#) le président de la Zambie, Hakainde Hichilema. Depuis la Zambie, la vice-présidente a annoncé l'intention de l'administration de fournir plus de 505 M\$ d'aide bilatérale pour l'année fiscale 2024. La fiche d'information [associée](#) à la fiche visite indique que l'Agence américaine pour le commerce et le développement (USTDA) soutiendra l'expansion et la fiabilité des infrastructures d'énergies renouvelables de la Zambie grâce à une subvention de plus d'un million de dollars. Cette subvention finance une étude de faisabilité d'un système de stockage d'énergie par batterie, de 400 MWh, qui serait l'un des plus importants d'Afrique.

Le 30 mars, la vice-présidente a [rencontré](#) le président de la Tanzanie, Samia Suluhu Hassan. Elle a annoncé l'intention de l'administration de fournir plus de 560 M\$ d'aide bilatérale pour l'année fiscale 2024. La fiche d'information [associée](#) indique que l'Export-Import Bank des États-Unis (EXIM) facilitera 500 M\$ de financement américain à l'exportation vers la Tanzanie, en particulier en faveur de la sécurité climatique et énergétique, des projets de production et de distribution d'énergie, des infrastructures, du transport et des technologies numériques. Les États-Unis faciliteront, par le biais du Partenariat pour l'infrastructure et l'investissement mondiaux (PGII), initiative soutenue par le G7+, un partenariat stratégique entre Life Zone Metals et TechMet, une société du secteur des métaux critiques détenue en partie par le gouvernement américain au moyen de la Development Finance Corporation (DFC). Ce partenariat s'inscrit dans le cadre d'un accord pour l'ouverture d'une installation de traitement du nickel et d'autres minéraux critiques extraits en Tanzanie, avec pour objectif la livraison de nickel de qualité adaptée aux batteries pour les États-Unis et le marché mondial dès 2026.

Le 27 mars, la vice-présidente a [rencontré](#) le président du Ghana, Nana Akufo-Addo. Elle a annoncé l'intention de l'administration de fournir plus de 139 M\$ au Ghana au cours de l'année fiscale 2024. Selon la fiche d'information [associée](#), pour le climat, le projet carbone bleu, mené avec la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), fournira une assistance technique au Ghana afin d'intégrer les zones humides côtières dans leur inventaire national des gaz à effet de serre et d'améliorer la gestion de ces écosystèmes. Pour l'énergie, le National Renewable Energy Laboratory

(NREL) du Department of Energy (DoE) fournira une assistance technique en matière de systèmes électriques et de renforcement des capacités de production d'électricité du Ghana, notamment afin de favoriser l'adoption à grande échelle de systèmes hybrides photovoltaïques et éoliens. Enfin, le DoE s'associe au Ghana pour parrainer le programme panafricain de formation à l'énergie nucléaire. Le centre de formation visera à aider les pays africains qui envisagent d'utiliser l'énergie nucléaire dans le cadre de leurs efforts de développement économique, de sécurité énergétique et de décarbonisation.

### Brèves

- Le 5 avril, L'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) a [proposé](#) d'actualiser les normes relatives au mercure et aux toxiques atmosphériques (MATS) pour les centrales électriques au charbon. Sur la base de sa dernière évaluation des technologies et

techniques de contrôle disponibles pour réduire les émissions de polluants atmosphériques dangereux, l'EPA propose de réduire de 67 % la limite actuelle d'émissions de particules filtrables (fPM) pour les centrales électriques au charbon existantes. L'EPA propose également une réduction de 70 % de la limite d'émissions de mercure pour les sources existantes alimentées au lignite, une limite qui garantirait que ces centrales atteignent le même niveau de performance en matière d'émissions que les autres centrales électriques alimentées au charbon.

- Le 29 mars, le président Joe Biden a [rencontré](#) le président argentin Alberto Fernández à la Maison-Blanche. Le président Biden a souligné le travail du président Fernández dans la lutte contre le changement climatique et a exprimé son soutien à la poursuite de la coopération dans les secteurs de l'énergie et des minéraux critiques.

## Transport et infrastructure

### 8. L'administration Biden annonce de nouveaux engagements privés et publics pour le développement des véhicules électriques

Le 30 mars, l'administration Biden a [annoncé](#) la première série d'engagements publics et privés visant à soutenir la transition des États-Unis vers les véhicules électriques dans le cadre de l'*EV Acceleration Challenge*, avec l'objectif que 50 % des ventes de véhicules neufs soient électriques d'ici 2030. Ces engagements s'inscrivent dans le cadre du programme « *Investing in America* », qui vise à stimuler la fabrication nationale, à renforcer les chaînes d'approvisionnement, à stimuler la compétitivité des États-Unis et à créer des emplois bien rémunérés. Les incitations gouvernementales auraient déjà permis de tripler les ventes de véhicules électriques et le nombre de ports de recharge accessibles au public aurait augmenté de plus de 40 % depuis 2020. Les États-Unis comptent aujourd'hui plus de trois millions de véhicules électriques et plus de 132 000 chargeurs publics dans tout le pays.

Le gouvernement fédéral, ainsi qu'un certain nombre d'entreprises et d'organisations à but non lucratif, dont Prologis, Hertz, Amazon ou Google, ont annoncé de nouveaux engagements pour développer les flottes de véhicules électriques, sensibiliser les consommateurs et accroître la disponibilité en points de recharge, parmi lesquels :

- (1) Les agences fédérales ont déjà acquis 13 000 véhicules à zéro émissions (ZEV) au cours de l'année fiscale 2023, soit environ quatre fois plus que l'année précédente. Le plan fédéral de développement durable exige des agences fédérales qu'elles acquièrent 100 % des véhicules légers en ZEV d'ici 2027 et 100 % des véhicules moyens et lourds en ZEV d'ici 2035 ;
- (2) Les agences fédérales s'engagent à déployer 24 000 stations de recharge supplémentaires dans les installations fédérales d'ici la prochaine année fiscale ;
- (3) **First Student**, un important fournisseur de services de transport scolaire, s'engage à remplacer 30 000 autobus scolaires alimentés par des combustibles fossiles par des autobus électriques d'ici 2035 ;
- (4) **Cirba Solutions**, une entreprise de gestion et de matériaux de batteries, s'engage à traiter les batteries en fin de vie et les déchets de fabrication de la Gigafactory, créant ainsi suffisamment de matériaux de batteries pour équiper 1M de véhicules électriques d'ici 2028 ;
- (5) **Amazon** annonce avoir déployé plus de 3 000 véhicules de livraison électriques dans le cadre de son engagement à mettre en circulation 100 000 véhicules de livraison électriques d'ici 2030 ;

- (6) **Siemens** s'engage à installer des bornes de recharge dans l'ensemble des États-Unis, sur ses sites et au domicile de ses employés, afin de soutenir la conversion électrique de son parc de 10 000 véhicules d'ici 2030, et à exiger que 10 % des places de stationnement soient équipées de bornes dans tous les nouveaux projets de construction d'installations de l'entreprise;
- (7) **Consumer Reports** s'engage à fournir des conseils d'experts et des informations impartiales aux personnes qui envisagent de passer à un véhicule électrique grâce à son nouvel outil en ligne appelé *Electric Vehicle Savings Finder*, qui fournit des informations détaillées et actualisées sur les incitations fédérales, nationales et locales à l'achat de véhicules électriques;
- (8) **L'American Public Transportation Association** et **l'Edison Electric Institute**

s'engagent à développer et à distribuer une nouvelle ressource pour les agences de transport en commun afin de rationaliser leurs efforts d'électrification de leurs flottes d'autobus.

### Brèves

- Le 5 avril, le Secrétaire américain aux transports, Pete Buttigieg, a [annoncé](#) le lancement d'un programme pilote visant à améliorer la sécurité sur les routes américaines et prévenir les collisions entre véhicules et animaux sauvages. Ce programme, créé dans le cadre de la Loi bipartisane sur les infrastructures (BIL), met à disposition 350 M\$ sur cinq ans, dont 111 M\$ sous forme de subventions. Chaque année aux États-Unis, environ 200 personnes sont tuées dans plus d'un million de collisions impliquant des animaux sauvages.

---

## Industrie

### 9. Pékin annonce un examen de cybersécurité sur les importations de Micron Technology Inc., un fabricant américain de semi-conducteurs

L'organisme de surveillance de la cybersécurité chinois a ouvert une enquête sur le fabricant américain de puces mémoire Micron Technology Inc., selon une déclaration de l'Administration chinoise du cyberspace publiée vendredi 31 mars. L'administration chinoise a ainsi déclaré qu'elle procédait à un examen des produits de Micron vendus en Chine afin de « préserver la sécurité de la chaîne d'approvisionnement de l'infrastructure de l'information, de prévenir les risques de sécurité du réseau causés par des problèmes de produits cachés et de maintenir la sécurité nationale ». Cette décision fait suite aux mesures prises par le gouvernement américain à l'encontre de l'industrie chinoise des semi-conducteurs, et renvoie un message contradictoire avec les prises de position publiques récentes qui mettaient en avant [l'ouverture de l'économie chinoise aux entreprises étrangères](#).

Établi dans l'Idaho, le fabricant de puces mémoire a ouvert sa première usine en Chine en 2007 et emploie environ 3 000 personnes dans le pays. Depuis l'accélération des mesures protectionnistes affectant l'industrie microélectronique, Micron Technologies est au centre de la concurrence technologique entre la Chine et les États-Unis. En 2018, le Département américain de la Justice (DoJ) avait par exemple lancé une enquête sur des fabricants de puces chinois et taiwanais accusés d'avoir volé des secrets commerciaux à Micron. Au cours des deux dernières années, l'entreprise a réduit son exposition à la Chine, en diminuant ses effectifs et en y fermant son centre de conception en janvier 2022. La Chine continentale représentait finalement environ 11 % des revenus du groupe en 2021, contre 50 % cinq ans plus tôt.

Par ailleurs, Micron Technologies a récemment annoncé son intention de construire une usine de fabrication de semi-conducteurs à New York, pour un montant de 100 Md\$. L'entreprise s'expose ainsi aux mesures de restriction à l'investissement destiné à installer de nouvelles capacités de production en Chine.

---

## Santé

### 10. La Federal Trade Commission (FTC) a ordonné l'annulation du rachat de Grail par le géant du séquençage de l'ADN Illumina

Le 3 avril, la FTC a [rejeté](#) l'acquisition de Grail - qui fabrique des tests de biopsie liquide - par Illumina, le seul fournisseur de séquençage pour les tests de détection précoce multicanal (MCED), estimant que celle-ci «étoufferait la concurrence et l'innovation sur le marché américain».

En vertu de l'ordonnance, Illumina dispose de six mois pour céder Grail. La FTC interdit également à l'entreprise d'entrer sur le marché des tests MCED sans autorisation.

Illumina a annoncé son intention de faire appel devant des tribunaux fédéraux. Cette décision intervient après celle de la Commission européenne, qui a bloqué l'accord en décembre pour des raisons semblables.

### 11. Les hôpitaux américains seraient plus enclins à offrir des réductions aux patients qui paient en espèce

Selon une étude de Johns Hopkins publiée dans Health Affairs, les hôpitaux [facturent](#) systématiquement moins aux patients qui paient en espèce et cherchent à recouvrer la différence auprès des patients assurés.

L'analyse de 70 services - tirée des données déclarées par 2 379 hôpitaux en septembre 2022 - cherche à clarifier la tarification hospitalière aux États-Unis et pourrait constituer un point d'information pour les employeurs dans leurs négociations avec les assureurs ou directement avec les prestataires. Aux États-Unis, chaque hôpital dispose d'une tarification qui, pour chaque acte proposé, varie en fonction de l'assureur auprès duquel le patient est assuré, quand il est assuré.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

**Responsable de la publication :** Service économique régional de Washington

**Rédacteurs :** Pôles Commercial, EDDET, Entreprises et Agriculture

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

#### Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

[S'Inscrire](#)